



Écho de la colline

Fiscalité, éducation, réforme policière, que fera le gouvernement Lévesque?

Publié à 15 h 00 - 2025-01-08



La première ministre Marilou Lévesque et son Vice-premier ministre Benjamin Brassard en direction d'une conférence de presse sur le très attendu budget mercredi.



Sergio Mendoza

Journaliste, étudiant en Science humaines au Cégep de Sainte-Foy, altruiste et passionné de politique, de géographie, d'actualité et de communication.

Élu en situation minoritaire, le gouvernement de Marilou Lévesque se dit très ouvert à collaborer avec les autres partis, sans toutefois vouloir sceller d'alliance formelle avec l'un des groupes d'opposition.

En termes de fiscalité, la Première ministre soutient qu'elle vise à garder l'offre actuelle des services de l'État. Elle se dit même prête à investir dans plusieurs ministères. Cependant, elle affirme du même ton vouloir rétablir l'équilibre budgétaire en mettant en place différents paliers d'imposition. Au moment d'écrire ses lignes, l'orientation budgétaire était encore à déterminer.

En éducation, la Première ministre reconnaît qu'il en reste beaucoup à faire. Elle a l'intention d'investir davantage dans le réseau d'éducation pour le garder fonctionnel. Le gouvernement Lévesque a également soutenu qu'il y a des lacunes dans le curriculum scolaire actuel. Rappelons qu'une pétition réclamant un encadrement mieux contrôlé du personnel enseignant a recueilli près de 20 000 signatures.

La santé mentale a également fait couler beaucoup d'encre dans le discours d'ouverture. Mme Lévesque a affirmé qu'il y a beaucoup de progrès à faire pour éliminer les stéréotypes et les tabous à ce sujet. Elle a affirmé que son gouvernement déposerait un projet de loi visant à réformer les forces policières. Ce dernier accroîtrait la formation des policiers et miserait sur une plus grande sensibilisation de ceux-ci en santé mentale. Ce projet de loi s'inscrit dans le contexte où des allégations de profilage racial se multiplient, notamment contre des policiers membres du Service de police de la ville de Montréal.

Le gouvernement assure vouloir construire des liens de respect mutuel avec les Premières nations et les Inuits du Québec. Mme Lévesque a reconnu que son gouvernement soutiendrait les victimes des violences institutionnelles passées et a dénoncé la montée d'un mouvement négationniste à l'égard de ces dernières. Cependant, le gouvernement Lévesque n'a pas caché son intérêt envers l'exploitation des ressources dans les territoires ancestraux autochtones.

Le gouvernement a aussi consolidé son soutien envers les régions du Québec qu'il qualifie comme étant des « richesses ignorées par les Québécois ». La Première ministre assure que son gouvernement créera un programme de revalorisation du tourisme régional. De plus, Avenir libéral vise à réduire les impôts des nouvelles entreprises qui s'installeront en région.

Tout en soutenant les industries minières et forestières du Québec, Avenir libéral s'est fixé des cibles environnementales de transition énergétique pour 2050. Marilou Lévesque soutient que l'exploitation des ressources ne pourra se faire au détriment des écosystèmes régionaux. Or, son gouvernement n'a pas soumis de plan concret pour marier ces deux idées dont l'essence est contradictoire.

Si ce gouvernement est ouvert à la collaboration, il lui reste encore à clarifier certaines de ses orientations. Rappelons qu'Avenir libéral est élu en situation minoritaire. Il ne peut donc pas faire avancer ses dossiers sans l'appui d'au moins un des groupes d'opposition.